RCS : BASTIA
Code greffe : 2002

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BASTIA atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2013 B 00049
Numéro SIREN : 535 289 086
Nom ou dénomination : COBATIS

Ce dépôt a été enregistré le 31/01/2013 sous le numéro de dépôt 210

Duplicata

GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BASTIA

SCP MES H. NAPPI ET N. CASANOVA
PALAIS DE JUSTICE
BP 345 20297 BASTIA CEDEX
TEL 04 95 34 84 70
FAX : 04 95 34 84 71

# RECEPISSE DE DEPOT

COBATIS
Zone de Purettone
Lieu Dit Campirassi
20290 Borgo

V/REF :
N/REF : 2013 B 49 / 2013-A-210

Le Greffier du Tribunal de Commerce DE BASTIA certifie qu'il a reçu le 31/01/2013,

Procès-verbal d'assemblée en date du 02/01/2013
- Transfert du siège social - ancien : 23 route de canohès 66000 Perpignan
nouveau : zone de purettone lieu dit campirassi 20290 Borgo

Statuts mis à jour

Concernant la société

COBATIS
Société à responsabilité limitée à associé unique
Zone de Purettone
Lieu Dit Campirassi
20290 Borgo

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2013-A-210 le 31/01/2013
R.C.S. BASTIA 535 289 086 (2013 B 49)

Fait à BASTIA le 31/01/2013,
LE GREFFIER



# MODIFICATION SIEGE SOCIAL EURL :

Entreprise Unipersonnel à responsabilité limitée "COBATIS"
au capital de 1 000 euros
ayant son siège social à Perpignan (66000) 23 Route de Canohès
immatriculée au R.C.S. de Perpignan sous le numéro 535 289 086 RCS Perpignan

Procès-verbal de délibération du 02 Janvier 2013
L'an Deux Mil Treize,
Le deux Janvier à onze heures trente minutes,

L'associé unique associé de l'EURL COBATIS réunis en assemblée générale extraordinaire sur convocation faite par la gérance à Perpignan.
Les associés présents sont :

1) Monsieur Chiydi Saddik, demeurant à 116 Route du Cap, 20200 San-Martino-Di-Lota

La totalité des porteurs de parts étant présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

La séance est présidée par Mr Chiydi Saddik, gérant.

La gérante rappelle que l'ordre du jour est le suivant :

ORDRE DU JOUR
Transfert du siège social actuellement fixé à Perpignan (66000) 23 Route de Canohès à l'adresse suivante : Zone de Purettone, lieu dit Campirassi 20290 BORGO

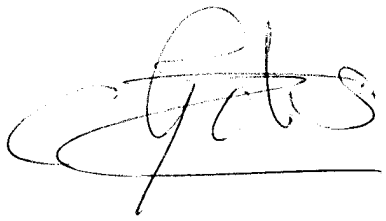
Et modification de l'article des statuts dont la rédaction devient :

**Article quatrième : siège social**

Le siège social est fixé à Zone de Purettone, lieu dit Campirassi 20290 BORGO

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des associés et tous pouvoirs sont donnés au gérant Mr Chiydi Saddik pour effectuer toutes les formalités auprès des registres du commerce concernés.
Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, le gérant déclare la séance levée à 12H00.

De tout ce que dessus il a été signé le présent procès-verbal par tous les associés après lecture faite.



# COBATIS

Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée au capital de 1000 Euros

# STATUTS

SIEGE SOCIAL :

Zone de Purettone, lieu-dit Campirassi
20 290 BORGO

CS

Société : COBATIS

Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée, au capital de 1000 euros

Siège social : Zone de Purettone, lieu dit Campirassi
20 290 BORGO

Le soussigné : Monsieur CHIYDI SADDIK Demeurant au 23 route de Canohès lot n°4 66000 Perpignan, née le 10 Mai 1976 à Beni-Oulichek (MAROC) a établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée dont le gérant est l'associé unique.

**STATUTS DE LA SOCIETE**
**« COBATIS »**

## Article 1 – Forme

Il est formé une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts, par le code de commerce, ainsi que par toutes autres dispositions légales et règlementaires en vigueur.

## Article 2 – Objet

La société a pour objet en France ou à l'étranger :

- La réalisation de prestations de terrassement, aménagement et réalisation de VRD, réalisation de travaux de maçonnerie, et plus généralement toutes prestations liées au bâtiment et travaux publics.
- L'achat, la vente, la prise à bail, la location, la gérance, la participation directe ou indirecte par tous moyens ou sous quelque forme que ce soit, à toutes entreprises et à toutes sociétés crées ou à créer, ayant le même objet ou un objet similaire ou connexe.
- Et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus spécifié ou à tout autre objet similaire ou connexe.
- Bureaux d'études, de surveillance, d'assistance technique, suivi, évaluation de projets et exécution de projets de construction immobilières.

La société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'elles soient, dès lors qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation des activités visées aux alinéas qui précèdent ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

CS

**Article 3 - Dénomination**

Sa dénomination sociale est : « COBATIS ».
Son sigle est : néant.
Dans tous les actes et documents émanant de la société, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots : « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée » ou des initiales : « EURL » et de l'énonciation du capital social.

**Article 4 - Siège social**

Le siège social est fixé au :

Zone de Purettone, lieu dit Campirassi
20 290 BORGO

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou dans un département limitrophe par simple décision de l'associé unique.

**Article 5 - Durée**

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par les présents statuts.

**Article 6 - Apports**

Lors de la constitution, il a été procédé qu'à des apports en numéraire.
Les soussignés apportent à la société, savoir :
- Saddik CHIYDI,
La somme de mille euros ..... 1 000 €

Montant total des apports en numéraire :
Mille euros ..... 1 000 €

Ladite somme correspond à la souscription de cent (100) parts de dix (10) euros chacune, intégralement libérées,
La somme totale versée, soit 1000 Euros, a été déposée au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation.

**Article 7 - Capital social et parts sociales**

Le capital est fixé à la somme de 1000 Euros
Le capital est divisé en cent(100) Parts de dix (10) Euros chacune, intégralement libérées.

**Article 8 - Gérance**

La société est gérée par son associé unique, Monsieur CHIYDI SADDIK.

**Article 9 - Décisions de l'associé**

L'associé unique exerce les pouvoirs et prérogatives de l'assemblée générale dans la société pluripersonnelle. Ses décisions sont répertoriées sur un registre coté et paraphé. Il ne peut en aucun cas déléguer ses pouvoirs.

CS

**Article 10- Exercice social**

Chaque exercice social a une durée de douze mois qui commence le 01 Janvier et finit le 31 décembre de chaque année (par exception, le premier exercice sera clos le 31 décembre 2012).

**Article 11 - Comptes sociaux**

L'inventaire et les comptes annuels sont établis par l'associé unique gérant. Leur dépôt au registre du commerce et des sociétés dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice vaut approbation des comptes.

Le rapport de gestion est établi chaque année par l'associé unique gérant et tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande.

**Article 12 - Actes accomplis pour le compte de la société en formation**

L'état des actes accomplis pour le compte de la société en formation a été annexé aux statuts. La signature de ceux-ci emportera reprise de ces engagements par la société, lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

**Article 13 – Cession et transmission des parts sociales**

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des parts détenues par l'associée unique sont libres.

En cas de dissolution de la communauté de biens existant entre l'associée unique et son conjoint, la Société continue de plein droit, soit avec un associé unique si la totalité des parts est attribuée à l'un des époux, soit avec les deux associés si les parts sont partagées entre les époux.

En cas de décès de l'associée unique, la Société continue de plein droit entre ses ayants droit ou héritiers, et éventuellement son conjoint survivant.

En cas de pluralité d'associés, seules les cessions de parts à des tiers étrangers à la Société autres que le conjoint, les ascendants et descendants d'un associé sont soumises à la procédure d'agrément prévue par les dispositions légales et réglementaires.

**Article 14 – Commissaires aux comptes**

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article L. 223-35 du Code de commerce.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

CS

**Article 15 –Affectation et répartition des résultats**

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Il est attribué à l'associée unique. En cas de pluralité d'associés, l'assemblée des associés détermine la part attribuée à chacun des associés. L'associée unique ou l'assemblée des associés détermine les modalités de mise en paiement des dividendes, qui doit intervenir dans un délai de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

De même, l'associée unique ou l'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'associée unique ou l'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieure au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

**Article 16 – Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social**

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, l'associée unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée statuant à la majorité requise pour la modification des statuts doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

**Article 17 – Dissolution-Liquidation**

La Société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire de sa durée, sauf prorogation régulière, ou s'il survient une cause de dissolution prévue par la loi.
Si la Société ne comprend qu'un seul associé personne morale, la dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associée unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.
Les créanciers de la Société peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci. Le Tribunal de commerce saisi de l'opposition peut soit la rejeter, soit ordonner le paiement des créances, soit ordonner la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. La transmission à l'associée unique du patrimoine de la Société et la disparition de la personnalité morale de celle-ci

n'interviennent qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.
Si la Société comprend un associé personne physique ou plusieurs associés, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne sa liquidation. Cette liquidation est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture.
La liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction à moins qu'une décision collective ne désigne un autre liquidateur.
Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable et acquitter le passif. Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

**Article 18 – Transformation de la société**
La transformation de la Société en une société commerciale d'une autre forme ou en société civile peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité et selon les modalités requises par la loi.

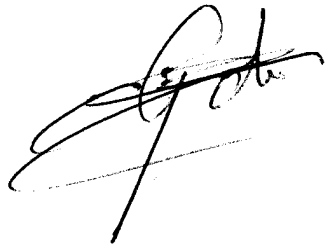
**Article 19 - Contestations**
Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre la Société et l'associée unique ou entre la Société et les associés ou entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

**Article 20 - Frais et formalités de publicité**
Les frais afférents à la constitution des présents statuts et de leurs suites seront pris en charge par la société.
Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales de publicité.

Fait à BORGO, le 02 Janvier 2013

En 4 exemplaires.

Signature de l'associé



CS